

*A l'occasion de la Semaine mondiale d'action de la Campagne mondiale pour l'éducation, le ministère des Affaires étrangères et du Développement international, l'Organisation internationale de la Francophonie et la Coalition Éducation vous invitent à un séminaire de réflexion*

## **Financer durablement l'éducation ?**

*Mobilisation et innovation pour l'éducation dans les pays en développement de l'espace francophone*

*Mercredi 4 mai 2016, Centre de conférence ministériel de 10h à 18h<sup>1</sup>  
27 rue de la Convention, 75015 Paris*

### **Contexte et enjeux du séminaire**

L'année 2015 a constitué une année charnière pour le développement avec l'adoption d'un nouvel agenda transformatif et inclusif. L'éducation y figure avec un objectif dédié (#ODD4) pour « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». La Déclaration d'Incheon et le Cadre d'action Education 2030 ainsi que le Programme d'action d'Addis-Abeba complètent ce cadre ambitieux.

L'éducation étant l'une des premières priorités des populations (MyWorld, 2015), le financement de ces engagements est crucial. Or le secteur éducatif accuse actuellement un déficit constaté de financement de 39,5Mds\$ par an (Unesco, 2015). Depuis 2009, l'aide mondiale à l'éducation régresse (7Mds en 2014) alors que l'aide au développement augmente globalement. Si l'éducation est de plus en plus financée par les ressources internes, elle est encore largement dépendante des financements extérieurs qui représentent jusqu'à 20% des budgets nationaux de l'éducation dans les pays les plus fragiles, en particuliers les pays francophones d'Afrique.

Les besoins du secteur sont massifs : en 2030, le nombre d'enfants à scolariser augmentera de 619 millions (+50%) dont 444 millions pour la seule Afrique subsaharienne (Unicef, 2015). Si la trajectoire de financement perdure, le déficit ne pourra que se creuser, faisant de l'éducation un investissement non soutenable pour les pays les plus pauvres et les plus fragiles, en particulier pour les pays francophones d'Afrique.

Le financement durable de l'éducation dans les pays en développement ne peut dépendre de la seule aide publique au développement. Il doit s'appuyer sur des partenariats multi-acteurs renouvelés. Ces partenariats impliquent de réfléchir aux meilleurs moyens de renouveler la mobilisation de la communauté internationale en faveur du développement pour augmenter les financements publics et privés pour l'éducation et améliorer l'efficacité des dépenses éducatives, y compris en s'appuyant sur des solutions innovantes à l'efficacité accrue.

### **Objectifs**

Ce séminaire de réflexion aura pour objectif principal de formuler des recommandations et d'identifier des pistes d'action concrètes pour la mobilisation des ressources pour l'éducation et une meilleure efficacité des dépenses éducatives, à travers la mobilisation des organisations de la société civile en France et dans les pays francophones.

Ces recommandations et pistes d'action seront transmises à la Commission internationale sur le financement de l'éducation placée sous l'égide du Secrétaire général des Nations unies. Elles constitueront également la base d'un plaidoyer qui sera mené, au plan international et national, au sein de l'espace francophone.

### **Participants**

Le séminaire de réflexion associera, le matin, des personnalités de haut-niveau mobilisées en faveur de l'éducation et disposant d'une expertise reconnue en matière de financement du développement et de l'éducation. Les ateliers de travail mobiliseront, l'après-midi, des responsables d'organisations de la société civile et d'organisations multilatérales ainsi que des chercheurs.

<sup>1</sup> Compte tenu des mesures de sécurité renforcées à l'entrée du site, il est recommandé d'arriver au moins 20 minutes avant le début de l'événement.

**Programme prévisionnel** (\*en attente de confirmation)

Horaire	Contenu de la session	Intervenant-e-s
10h00-10h25	<b>Ouverture officielle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ <b>M. André Vallini, secrétaire d'Etat au Développement et à la Francophonie*</b></li> <li>➤ M. Adama Ouane, Administrateur de l'Organisation Internationale de la Francophonie</li> <li>➤ Mme Monique Fouilhoux, Secrétaire Générale de la Campagne mondiale pour l'éducation</li> </ul>
10h25-12h00	<b>Panel de haut-niveau : défis et enjeux du financement de l'éducation dans le monde</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ M. Jeffrey Sachs, Directeur de l'Institut de la Terre, Consultant spécial du Secrétaire général des Nations unies et Directeur du Rapport mondial de suivi sur l'éducation</li> <li>➤ M. Jordan Naidoo, Direction de l'Education pour tous et de l'Education mondiale, Unesco</li> <li>➤ M. Jean-Michel Severino, Président d'Investisseurs et Partenaires</li> <li>➤ M. Tarald O. Brautaset, Ambassadeur et Conseiller spécial sur l'éducation au ministère des Affaires étrangères de Norvège</li> <li>➤ M. Cheikh Mbow, coordinateur national de COSYDEP, administrateur du Partenariat mondial pour l'éducation</li> <li>➤ M. Kishore Singh, Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'éducation</li> </ul>
12h00-12h30	<b>Echange avec la salle</b>	
12h30-14h00	Cocktail	
14h00-16h15	<b>Ateliers de travail</b>	<p><u>Atelier n°1</u> - Maximiser les ressources pour l'éducation : comment mieux mobiliser les financements publics et améliorer la dépense éducative ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ M. Aaron Benavot, Rapport mondial de suivi sur l'éducation, UNESCO</li> <li>➤ Mme Cecilia Piemonte, OCDE</li> <li>➤ M. Florian Lascroux, Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation,</li> <li>➤ Mme Muriel Poisson, Institut international de planification de l'éducation IPE-UNESCO</li> </ul> <p><u>Atelier n°2</u> - Mobiliser le secteur privé pour l'éducation : quelles recommandations pour l'action ?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ M. David Atchoarena, UNESCO</li> <li>➤ M. Rohen d'Aiglepierre, AFD</li> <li>➤ M. Sylvain Aubry, Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights</li> <li>➤ M. Mohamed Moustapha Dieye, Institut supérieur de management du Sénégal</li> </ul>
16h15-16h45	Pause-café	
16h45-17h45	<b>Synthèse et clôture en plénière</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mme Michelle Olivier, SNUipp-FSU, membre de la Coalition Education.</li> <li>➤ M. Gauthier Mignot, Directeur général adjoint, ministère des Affaires étrangères et du Développement international.</li> </ul>